

VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

29 mars 2012

**Depuis 2007, les quartiers populaires ont été abandonnés par le candidat sortant.
François Hollande les place au cœur de son projet de justice et de rassemblement.**

Vis-à-vis des quartiers populaires, M. Sarkozy c'est :

- **le matamore** : c'est le « Karcher » à la Courneuve et l'éradication de « la gangrène » sur la dalle d'Argenteuil lors de sa précédente campagne électorale,
- **le refus d'assumer son bilan catastrophique** : hausse de la pauvreté, hausse du chômage, aggravation des discriminations, accroissement des inégalités et de l'échec scolaires,
- **la négation des immenses difficultés**, quand il déclare : « Y a-t-il eu une explosion dans les banlieues depuis 5 ans ? », ignorant notamment les graves événements qui se sont déroulés à Villiers-le-Bel en 2007 et à Grenoble à l'été 2010.
- **Et aujourd'hui, l'absence de tout projet crédible.**

1/ Sarkozy et les banlieues, 5 ans d'abandon

Le candidat sortant avait promis la lune aux quartiers populaires : « *Je consacrerai beaucoup d'argent aux banlieues, dans l'éducation, la formation, la rénovation urbaine, les services publics, les transports, l'activité économique. Je n'accepte pas qu'on se soit résigné à laisser se développer tant de ghettos scolaires et urbains.* » (projet présidentiel 2007)

La réalité des mesures et de la politique, c'est l'abandon :

- ⤴ **La politique de la ville a été durant 5 ans le parent pauvre** de la politique du gouvernement. Le budget de la politique de la ville¹ a été divisé par deux depuis 2008.
- ⤴ **Le réseau associatif a été totalement asséché.** De très nombreuses associations qui agissent dans les quartiers ont fermé à cause des coupes budgétaires et la plupart des autres sont aujourd'hui en grand danger. L'Etat a massivement réduit sa participation à leur financement. Après avoir chuté pendant 4 ans, la dotation de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (Acsé) va encore fondre de 10% sur la période 2011-2013.
- ⤴ **Le gouvernement obligé de s'en remettre à l'action du Qatar...** épilogue tragico-comique de cinq ans d'abandon par l'Etat au point que c'est un autre Etat qui propose aux talents des quartiers de financer leurs projets, non sans arrière-pensée !
- ⤴ **Un zonage stigmatisant.** Le gouvernement a renvoyé aux calendes grecques les

¹538 millions en autorisations d'engagement pour 2012.

VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

décisions urgentes à prendre sur la refonte de la géographie prioritaire. Pire, il enferme les habitants dans des zones et met des territoires très en difficultés en compétition.

- ⤴ **Le renouvellement urbain abandonné par l'Etat.** Depuis 2008, l'Etat s'est totalement désengagé de la rénovation urbaine (-93%), et a préféré assécher ses partenaires traditionnels. Action Logement a été ponctionné lourdement depuis la loi Boutin de 2009. Comme si cela ne suffisait pas, les organismes HLM ont également dû contribuer depuis 2011, sur le dos des locataires HLM ! Le programme national de rénovation urbaine représente aujourd'hui moins de 3% de l'action de l'Etat en faveur des quartiers. La reconstitution de l'offre de logements démolis a bien souvent eu lieu dans les mêmes quartiers plutôt que dans des quartiers plus mixtes. Les efforts de construction de logements en locatif libre ou en accession à la propriété dans les quartiers d'habitat social ont été totalement insuffisants. Quant aux copropriétés dégradées, elles restent les grandes oubliées de la rénovation urbaine.

Le résultat de cette politique, c'est plus d'injustice, plus de précarité ; c'est une situation d'urgence² :

- ⤴ **Pauvreté** : un habitant sur quatre et un mineur sur deux vivent sous le seuil de pauvreté³.
- ⤴ **Education** : les élèves issus d'un collège en Zone urbaine sensible sont nettement plus souvent orientés vers les filières professionnelles (26,7% contre 19,9%). 52,2 % de la population n'y a aucun diplôme ou niveau CEP ou BEPC. Seulement 6,3 % de la population y a un diplôme de 2^{ème} cycle universitaire.
- ⤴ **Emploi** : le taux de chômage reste deux fois plus important dans les quartiers populaires que dans les autres zones urbaines et il s'aggrave pour les jeunes (de 36,9% fin 2006 à 43% actuellement⁴).
- ⤴ **Santé** : les habitants des quartiers consultent moins souvent les médecins, en particulier les spécialistes, cela ne veut pas dire qu'ils sont moins malades ! La raison est ailleurs : ils renoncent plus souvent aux soins pour des raisons financières et ils habitent des déserts médicaux⁵.
- ⤴ **Sécurité** : le taux d'atteintes aux personnes est supérieur de près de 6% par rapport à l'ensemble des zones urbaines.

Pire encore que le bilan : après 5 ans d'abandon, M. Sarkozy ne propose rien aux quartiers populaires, rien si ce n'est l'aggravation de la stigmatisation et des injustices. Le temps est venu de proposer aux quartiers populaires une véritable ambition.

² Les chiffres sont issus des rapports de l'Observatoire national des ZUS.

³ Revenu mensuel avant impôt de moins de 679 € par unité de consommation.

⁴ Pour les jeunes hommes vivant en ZUS.

⁵ La densité des médecins généralistes est inférieure de 47 % en ZUS à celle observée dans leurs agglomérations et de 74 % concernant les spécialistes. Celle des infirmiers est inférieure de 63 %.

VEILLE , ARGUMENTAIRE , RIPOSTE

2/ Les quartiers populaires seront au cœur de la politique de redressement, de justice et de rassemblement de François Hollande.

Il ne sera pas le Président des effets d'annonce sans lendemain. Il n'annonce pas un énième plan «banlieue 3000 » ni des mesures gadgets. Il propose des actions concrètes.

Rétablir la promesse de l'école : affectation prioritaire, dès 2012, d'une partie des 60 000 emplois créés dans l'éducation nationale aux écoles situées dans les quartiers ; politique renforcée d'apprentissage de la langue française, premier vecteur d'intégration ; 20 heures par an de droit à la formation pour les personnes qui ont quitté l'école sans diplôme ou avec une faible formation qualifiante ; droit d'accès aux classes préparatoires pour les meilleurs élèves de tous les lycées de France.

Soutenir les parents isolés : pour mieux les accompagner, François Hollande créera un réseau d'aide aux parents isolés en y associant l'Education nationale, les Conseils généraux, les caisses d'allocations familiales, les associations de parents.

Combattre le chômage : création d'une filiale de la banque d'investissement publique dédiée à la création d'entreprises dans les quartiers ; des clauses d'insertion sociale généralisées en conditionnant tout marché public à l'intégration de mesures d'insertion, comme cela se fait déjà pour l'ANRU ; création de 150 000 contrats d'avenir prioritairement dans les quartiers ; des exonérations de cotisations pour les entreprises embauchant dans les quartiers.

Se loger dignement, partout, et à un coût abordable : la loi SRU sera renforcée en portant à 25% le seuil minimum de logements sociaux et en quintuplant les pénalités financières des communes qui refusent d'appliquer la loi ; élargissement de la taxe sur les logements vacants pour remettre en location des logements vides ; alourdissement de la taxe sur la rétention foncière car plus de terrains à construire, c'est plus de logements ; prise en compte des copropriétés en difficulté dans le PNRU 2.

Permettre l'accès aux soins : des stages obligatoires en formation initiale de médecine, dans les territoires en cours de désertification médicale ; l'accès aux soins d'urgence pour tous en moins d'une demi-heure.

Se déplacer, c'est accéder à l'emploi et aux loisirs : mise en place d'une tarification solidaire, prenant en compte le quotient familial, dans toutes les agglomérations de plus de 100 000 habitants, afin de lutter contre l'enclavement.

Etre protégé : création d'une nouvelle sécurité de proximité, notamment par la mise en place de zones de sécurité prioritaires où seront concentrés davantage de moyens, 1000 postes

VEILLE , ARGUMENTAIRE , RIPOSTE

supplémentaires pour la justice, la police et la gendarmerie, prioritairement créés dans ces quartiers ; doublement du nombre de centres éducatifs fermés pour les mineurs condamnés par la justice.

Retrouver le plein exercice du pacte républicain : création d'un **ministère de l'Égalité des territoires**. Ce ministère réparera les fractures territoriales, pour les banlieues comme pour les territoires ruraux délaissés, en remobilisant chaque grand ministère (emploi, éducation, santé, logement, sécurité) pour qu'ils orientent en priorité leurs politiques de droit commun dans ces territoires. Il aura également la charge de la politique de rénovation urbaine.

Redevenir un habitant d'un territoire comme un autre : suppression des zonages inutiles car ils stigmatisent, isolent, dévalorisent. On est de France, pas d'une « zone » !

Le projet de François HOLLANDE, c'est valoriser les quartiers, mais également tous ceux qui y vivent ; c'est plus de justice entre les territoires pour plus de justice entre les habitants ! Parce que nous sommes tous des citoyens à part entière, quelle que soit notre adresse !